



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine, après examen au cas par cas, sur la révision du zonage d'assainissement de la commune de Cornil (19) portée par la communauté d'agglomération de Tulle**

n°MRAe 2021DKNA64

dossier KPP-2021-10593

**Décision après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2020-1029 du 11 août 2020 modifiant le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 modifiant l'arrêté du 2 octobre 2015 relatif aux missions et à l'organisation du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 2 septembre 2020 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence à ses membres pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposée par le président de la communauté d'agglomération de Tulle, reçue le 12 janvier 2021, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Cornil ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 1<sup>er</sup> février 2021 ;

**Considérant** que la communauté d'agglomération de Tulle, compétente en matière d'assainissement, souhaite réviser le zonage d'assainissement datant de juillet 2002 de la commune de Cornil, 1 340 habitants sur un territoire de 1 966 hectares ;

**Considérant** que le projet de révision a pour objet d'actualiser le zonage d'assainissement de la commune pour l'adapter au plan local d'urbanisme (PLU) communal adopté le 28 février 2020 ;

**Considérant** que dans le projet présenté, le zonage d'assainissement collectif est étendu aux abords du bourg de Cornil, ainsi qu'aux hameaux de Poumeyrol et de La Ramade, chacun de ces trois secteurs disposant d'une station d'épuration (STEP) ;

**Considérant** que la STEP du bourg, d'une capacité de 1 200 équivalents-habitants est en mauvais état ; qu'elle sera, d'après le dossier, remplacée à terme ; qu'il convient de réaliser les travaux sur la STEP du bourg avant tout nouveau raccordement ;

**Considérant** que les STEP de Poumeyrol et de La Ramade sont en surcharge hydraulique ; que les réseaux de collecte sont sensibles aux apports d'eaux claires ; que les travaux nécessaires sont identifiés dans le dossier, tant sur les réseaux que sur les STEP ; qu'il convient que ces travaux soient réalisés avant tout nouveau raccordement ;

**Considérant** que, selon le dossier, le zonage d'assainissement de juillet 2002 avait tenu compte de l'aptitude des sols à l'infiltration ; que le dossier ne présente pas cette carte d'aptitude des sols ; qu'il convient de présenter dans le dossier les secteurs inaptes à l'assainissement individuel pour les exclure des zones relevant de l'assainissement non collectif ;

**Considérant** que les contrôles des installations en assainissement non collectif montrent une conformité de 45 % ; qu'il est de la responsabilité du service public d'assainissement non collectif de la communauté d'agglomération Tulle Agglo de faire réaliser les mises aux normes qui incombent aux propriétaires ;

**Conclu**, qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Cornil n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

## **Décide :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement et sur la base des informations fournies par la personne responsable, le projet de révision du zonage d'assainissement présenté par la commune de Cornil (19) **n'est pas soumis à évaluation environnementale**.

### **Article 2 :**

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Cornil est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### **Article 3 :**

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>. En outre, en application de l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Fait à Bordeaux, le 11 mars 2021

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,  
le membre délégataire

**Signé**

Didier Bureau

**1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :**

**Le recours administratif** préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.**

**2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :**

**Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.**

**Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.**